



Nassim Nicholas Taleb
Coronavirus : pourquoi il
est rationnel de paniquer

**Révolutions
françaises** la
contre-histoire

Spécial
grandes écoles
de commerce

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 20 février 2020 n° 2478 - 5 €

L 13780 - 2478 - F 5,00 €

Comment protéger (encore) ses secrets

Intimité Le combat du siècle

Par Michel Onfray, Emma Becker,
Peggy Sastre, Pascal Bruckner, Marc Lambron...

Le guide des messageries discrètes



Benjamin Griveaux,
ex-candidat à la mairie de Paris.

Nassim Nicholas Taleb : « Sans paranoïa, pas de survie ! »

Pour le philosophe, les réactions de panique sont rationnelles, car elles empêchent le pire d'advenir. Ce que montre la crise du coronavirus.

Il est difficile de présenter Nassim Nicholas Taleb en quelques lignes. Après avoir travaillé pendant vingt et un ans comme trader, un métier intrinsèquement lié au risque, il est devenu chercheur et essayiste, spécialiste mondialement reconnu des questions de probabilité, qu'elles soient philosophiques, mathématiques ou pratiques. Auteur de livres parlant de l'incertitude liée aux probabilités (*Le Cygne noir*, *Le Hasard sauvage*, *Antifragile*, *Jouer sa peau*), traduits dans 41 langues, nous avons souhaité discuter avec lui de l'épidémie de coronavirus partie de la province chinoise du Hubei. De l'impact de cette crise sur la mondialisation et sur la finance à notre rapport aux événements extrêmes et à la peur qu'ils peuvent induire, voici son analyse de la situation.

Le Point : Selon vous, la crise sanitaire que l'on vit en ce moment représente-t-elle un tournant dans notre rapport à la mondialisation ?

Nassim Nicholas Taleb : Il y a bientôt treize ans, quand j'ai écrit *Le Cygne noir*, j'ai constaté que la fin de l'isolement et l'explosion des canaux d'information entraînent une concentration de la richesse et du pouvoir. Cette absence d'isolement est effrayante dans le cas des maladies transmissibles, parce qu'elles peuvent se diffuser beaucoup plus rapidement. Mais l'incertitude liée à la virulence d'une épidémie majeure permet de prendre plus facilement les décisions qui s'imposent, paradoxalement. Être alarmé par le risque de pandémie n'est pas problématique !

J'ai coécrit un article, avec Joseph Norman et Yaneer Bar-Yam, à la demande d'un responsable de la Maison-Blanche, pour expliquer la chose suivante : les médecins sont très bons pour comprendre ce qui se passe à l'échelle d'un individu ou d'un petit groupe, mais ne comprennent pas ce qui se passe à l'échelle d'un grand groupe. Nous avons donc préco-

nisé de mettre en place une quarantaine pour les personnes ayant voyagé en Chine dans les quatorze jours précédents. Ce qu'ils ont fait quelques heures après avoir lu l'article ! Au moment où nous l'avons écrit, le 26 janvier dernier, il y avait mille cas confirmés officiellement ; à l'heure où je vous parle, trois semaines plus tard, le chiffre est officiellement de 64 000. Il ne faut jamais sous-estimer les effets multiplicatifs : et surtout, il faut éviter les comparaisons bidon en déclarant, par exemple, que plus de gens sont morts dans des accidents d'auto. Les accidents d'auto ne sont pas multiplicatifs !

Mais malgré tout, ne nous inquiétons-nous pas beaucoup du coronavirus parce que c'est nouveau ? Nous nous préoccupons moins d'épidémies plus régulières comme celle de la grippe saisonnière.

Mais la différence avec la grippe saisonnière, c'est qu'on est quasiment sûrs que le nombre de morts ne sera pas extrêmement important ! Pour ce nouveau virus, nous n'avons pas cette certitude. C'est toute la différence. Il faut raisonner par l'inconnu, et non par le connu. C'est une erreur grave, parce qu'on sait qu'une grippe saisonnière ne se multiplie pas comme le coronavirus,

et si c'est le cas, elle est bénigne. Ce qu'on a écrit, c'est que face à un tel événement, il faut réagir pour parer au pire. C'est une nécessité.

C'est effectivement ce que vous recommandiez. C'est plus ou moins ce que le gouvernement chinois a décidé de faire. Vous pensez que c'était la bonne politique ? Oui, évidemment. Mais il aurait fallu accélérer cette politique d'isolement, et que les autres pays l'appliquent aussi. **Pourquoi ne pas paniquer pour toutes les maladies, alors ?**

On a identifié les conditions dans lesquelles il faut ■■■



Nassim Nicholas Taleb
est écrivain, chercheur et essayiste.

« Même si on panique pour rien deux fois par an, ça vaut le coup pour la fois où on paniquera avec raison. »

■■■ paniquer. Nous sommes en train d'établir une sorte de guide pour expliquer quelles circonstances doivent nous faire paniquer. Nous ne nous préoccupons pas de l'épidémiologie, nous regardons simplement les résultats, les statistiques. Dans ces conditions, assez restreintes, où la virulence comme la mortalité sont très incertaines, il faut paniquer.

Le virus Ebola répondait-il à ces deux conditions ?

Oui. Nos travaux ont d'ailleurs commencé lors de l'épidémie du virus Ebola. Il était multiplicatif, et la probabilité que la maladie mute rendait possible qu'une deuxième vague de contaminations puisse être plus dangereuse. Parfois les maladies elles-mêmes changent, ce qui augmente leur dangerosité. Ce qui est central dans la gestion de cette pandémie, c'est que ce sont les réactions contre le virus Ebola qui ont permis qu'il ne se diffuse pas.

Et aussi le fait d'être dans une zone moins connectée au reste du monde que la Chine ne l'est ?

C'est ça. Le seul canal de diffusion du virus passait par Paris, et ça a été très bien surveillé. Là, on parle du cœur de la Chine industrielle, qui fournit le monde entier.

Vous rappelez d'ailleurs que quand on s'est rendu compte de l'ampleur du problème, il y avait déjà des cas hors de Chine, parfois à des milliers de kilomètres !

Alors qu'on se moquait de nous parce que nous proposons des mesures aussi extrêmes fin janvier ! Mais le nombre de personnes infectées a explosé en trois semaines. C'est un effet multiplicatif qu'on ne retrouve pas à ce degré pour le virus Ebola, ni pour le Sras... Ce qu'on peut affirmer, c'est que si la Chine n'avait pas réagi de la manière dont elle l'a fait, nous aurions eu un problème beaucoup plus grave. La réaction du gouvernement chinois a été la bonne, celle de l'Europe ou d'autres endroits du monde, beaucoup moins. Réagir maintenant, c'est moins cher que de réagir plus tard. J'ai un adage : « Si tu veux paniquer, panique maintenant ! »

Parce que retarder le temps de réaction démultiplie les coûts de cette réaction ?

Exactement ! Et des personnes s'inquiètent qu'on puisse crier au loup. Mais oui, on le fait tout le temps ! Ce n'est pas grave. Nombre de personnes ne comprennent pas que d'accepter les coûts à un instant T est parfois le moindre mal. Pour vous donner un exemple : je voyage beaucoup, je passe mon temps à passer des contrôles de sécurité aéroportuaires. Un abruti dira : « Il n'y a pas de terrorisme, c'est idiot de dépenser tellement de temps et d'argent pour une sécurité. » Mais on n'a pas le choix ! C'est pareil pour les épidémies, et c'est ce qu'on a écrit. Même si on panique pour rien deux fois par an, ça vaut le coup pour la fois où on paniquera avec raison.

N'a-t-on pas péché par optimisme, en provoquant une explosion du nombre de connexions entre différentes régions du monde mal couvertes en termes sanitaires ? Aurait-on dû être plus prudents ?

Je le crois. On peut aimer la mondialisation ou ne pas l'aimer. Mais si on l'aime, comme c'est mon cas, parce qu'on aime le cosmopolitisme par exemple, il faut en revanche absolument déterminer d'où les problèmes peuvent surgir, que ce soit dans le domaine physique, comme ici, ou dans le domaine culturel. Il faut aussi se souvenir que la mondialisation provoque ce genre de menaces depuis longtemps. La peste noire de 1348 a suivi les routes de la soie, transportée par des marchands se déplaçant à une vitesse de 30 kilomètres par jour, avant d'arriver jusqu'en Europe. Il faut regarder l'effet multiplicatif, l'aspect exponentiel du phénomène.

C'est pour ça qu'il faut en parler, puisque, selon vous, la panique provoquée chez les individus leur fait prendre les bonnes décisions ?

C'est ça. J'ai pris plusieurs fois l'avion ce mois-ci, et grâce à la réaction de la Maison-Blanche face à cette crise, je suis à l'aise à l'idée de le faire. C'est pareil pour la sécurité antiterroriste, je suis à l'aise en raison de cette réaction qui peut sembler excessive. Le

problème qu'on a est profond, il faut regarder plusieurs périodes d'affilée pour comprendre le comportement des individus. À long terme, on ne peut survivre que par paranoïa [rires]. Sans paranoïa, pas de survie. Beaucoup de réactions de panique naturelle nous ont permis de survivre des centaines de millions d'années, mais maintenant les gens appellent ces réactions « irrationnelles ». Mais ce n'est pas irrationnel, ce sont les psychologues spécialistes du risque qui le sont.

La peur panique à l'échelle individuelle peut être rationnelle, mais une panique de foule peut devenir irrationnelle...

Non ! Si on a cette panique, c'est pour une raison. Ça peut être irrationnel dans le cas d'un mouvement de foule dans un cinéma, par exemple, qui peut provoquer des morts. En même temps, si on perd cet instinct, on est finis. Ce qu'on doit donc faire, c'est gérer cet instinct au lieu de chercher à l'éliminer ou de le présenter comme étant pathologique. Quand on parle de coronavirus, il faut prendre des mesures, qui font que, aux États-Unis en tout cas sur ce sujet, on n'a plus besoin de paniquer collectivement. On ne peut pas interdire à un citoyen de rentrer dans son pays, mais on peut parfaitement interdire l'entrée à un étranger !

Pensez-vous qu'il faudrait étendre cette mesure à d'autres pays ?

Justement, la France devrait instaurer ça immédiatement. Le

« La peste noire de 1348 a suivi les routes de la soie, transportée par des marchands, avant d'arriver jusqu'en Europe. »

problème de votre pays, c'est que vous n'êtes plus isolés puisque vos frontières ont disparu. Mais l'Union européenne devrait mettre en place une mesure similaire à celle des États-Unis.

Qu'en est-il des porteurs sains ?

On ne sait pas s'il y en a, et c'est bien le problème. Il faut donc adopter des mesures radicales pour s'en protéger. D'ailleurs, ce sont les compagnies aériennes, qui, en cédant à la « panique » de leurs équipages – ces derniers ayant fait valoir leur droit de retrait –, ont cessé de desservir la Chine. La panique provoquée par le coronavirus d'une personne dans un café à Paris ne sert à rien. Mais la panique d'un groupe d'employés d'Air France qui surréagit, elle, est utile.

Pour en revenir à la politique du gouvernement chinois, un gouvernement non autoritaire aurait-il réussi à réagir de façon aussi drastique, en imposant la quarantaine à des dizaines de millions de ses citoyens ?

Ce que vous êtes en train de dire est très triste et très vrai. Je suis un libéral, au sens américain du terme. Hélas, nous avons besoin d'autorité, il faut donc qu'elle s'exerce à une certaine échelle réduite. C'est pour cela que, selon moi, le libéralisme doit mener au localisme : je constate que le système moderne de démocratie marche mal, sauf à des échelles réduites. Quand une ville est décentralisée, elle peut décider de fermer les portes, comme certaines cités-États italiennes l'ont fait au XIV^e siècle. Le localisme donne des solutions démocratiques en permettant un processus de décision commun.

L'alternative, dans ce genre de crises, est un gouvernement comme le gouvernement chinois, qui a l'autorité de fermer les portes à tout moment. De faire ce que les Chinois ont fait ces dernières semaines, ce qui inclut la construction d'un hôpital en dix jours. En France, ça prendrait dix jours de réunion avant de décider d'une telle construction ! La démocratie ne marche pas à grande échelle.

Dans ce genre de contexte de crise, vous voulez dire ?

Dans beaucoup d'autres contextes également. Les gouvernements ne sont utiles, selon moi, que dans les moments de crise, qu'elle soit militaire ou sanitaire. C'est dans ces moments-là qu'on se rend compte que la démocratie est très jolie sur le papier mais ne fonctionne pas à l'échelle d'un pays. Il faut redécouper le pouvoir politique à une plus petite échelle, plus proche des individus. Cette question d'échelle est très liée au sujet de la crise sanitaire actuelle. Par exemple, Singapour, un petit État, est très autoritaire, mais sans contestation civile, parce que la proximité du pouvoir et des habitants est forte. Après que j'ai écrit *Le Cygne noir*, j'ai été invité dans cette ville, où un haut responsable m'a dit qu'ils avaient un plan en cas d'épidémie : ils étaient capables de fermer les

frontières en quatorze minutes. Ils sont prêts à sacrifier leur économie pour survivre : si on ne comprend pas ce qu'il se passe, on ferme les frontières d'abord et on pense après.

Est-il utile de penser une crise sanitaire comme celle que nous vivons en amont, ou, au contraire, de ne réagir que quand elle apparaît ?

L'Union européenne, pourtant construite sur le principe de subsidiarité, est inutile pour gérer ce genre de crise, parce qu'elle se perd dans des petits problèmes pour lesquels on n'a pas besoin d'elle, et n'a plus la capacité de réagir face à une telle crise. Il faut redéfinir ce que l'État doit faire.

Les gens le savent peu, mais l'État fédéral américain a très peu de droits sur la vie de ses citoyens : le reste est dévolu aux États, aux villes, aux communes...

C'est une bonne décentralisation, où les gens qui vous emmerdent sont en bas, pas en haut. L'Union européenne aurait dû avoir ce fonctionnement, plutôt que de s'accrocher à traiter des problèmes gérables à une plus petite échelle.

Les marchés financiers prennent-ils la mesure de l'ampleur du problème ?

Non. Les gens semblent ne pas comprendre que nous ne sommes pas sortis de l'auberge, et que, avec la mondialisation, l'impact financier est immense, à cause des consé-

quences sur les chaînes d'approvisionnement. Vous fermez une usine en Chine, et, tout à coup, une entreprise de l'autre côté du monde ne peut plus produire. C'est le risque lié à une chaîne d'approvisionnement trop optimisée : si la chaîne est coupée, le produit ne peut plus être fini. Ce genre d'optimisation permet de faire des économies, mais un effet de levier opérationnel rend ces pratiques plus fragiles.

Pour en revenir à la crise sanitaire actuelle, comment vous proposeriez de réduire cette fragilité des chaînes d'approvisionnement ?

En laissant les couillons se faire avoir ! Si vous dirigez une compagnie dont 95 % des biens sont produits en Chine, et qui ne s'est pas diversifiée par souci d'économies, vous vous faites avoir, mais pas celui qui a anticipé le risque. C'est un processus de sélection naturelle. Les systèmes trouvent leur point d'équilibre de diversification par le biais des crises. Celles-ci affectent les couillons, mais pas les autres !

Les économistes se fondent trop souvent sur l'analyse de Ricardo pour justifier cette hyperspécialisation, où un pays produirait tout le vin, et un autre tout le tissu... Mais si une fatwa contre la production d'alcool est prononcée dans le pays vinicole ? C'est une catastrophe. La théorie est jolie, mais quand on inclut la question du risque, ce genre de spécialisation ne tient pas. Les systèmes suroptimisés finissent par casser ■ PROPOS RECUEILLIS PAR GABRIEL BOUCHAUD

« À Singapour, ils sont capables de fermer les frontières en quatorze minutes. On ferme les frontières d'abord et on pense après. »